

tab edizioni

© 2021 Gruppo editoriale Tab s.r.l.
viale Manzoni 24/c
00185 Roma
www.tabedizioni.it

Titolo dell'opera originale: Alexandre Marc,
Civilisation en sursis, La Colombe, Éditions
du Vieux Colombier, Paris 1955

Reprint maggio 2021
ISBN 978-88-9295-178-5
ISBN *Europe. Terre décisive* 978-88-9295-179-2
ISBN *L'Europe dans le monde* 978-88-9295-180-8
ISBN opera completa 978-88-9295-177-8

Stampato da The Factory s.r.l.
via Tiburtina 912
00156 Roma
per conto del Gruppo editoriale Tab s.r.l.

È vietata la riproduzione, anche parziale, con
qualsiasi mezzo effettuata, compresa la fotocopia,
senza l'autorizzazione dell'editore. Tutti i diritti sono
riservati.

ALEXANDRE MARC

Civilisation en sursis

Reprint

ALEXANDRE MARC

CIVILISATION
EN SURSIS



LA COLOMBE

CIVILISATION EN SURSIS

OUVRAGES DU MEME AUTEUR

JEUNE EUROPE, avec R. Dupuis, Plon, (Paris). Couronné par l'Académie française.

PRINCIPE ET MÉTHODE DE LA MÉTAPHYSIQUE, Archives de Philosophie, (Vals)

LE COMMUNISME ET LES CHRÉTIENS, Collect., Plon, (Paris).

MISERIA Y GRANDEZA DE LO ESPIRITUAL, avec Arnaud Dandieu. Ensayos (Montevideo).

PÉGUY ET LA VRAIE FRANCE, Collect. Ed. du Chêne, Montréal. PEGUY PRÉSENT, Clairière (Marseille).

TRADITIONS SOCIALISTES FRANÇAISES, Collect., Baconnière (Neuchâtel).

PROUDHON, « Cri de la France », L.U.F. (Paris-Fribourg).

AVÈNEMENT DE LA FRANCE OUVRIÈRE, Portes de France (Paris-Porrentruy).

LA BATAILLE DE LA PAIX, Collect., Monde Nouveau (Paris).

PRINCIPES DU FÉDÉRALISME, avec Robert Aron, Le Portulan (Paris).

A HAUTEUR D'HOMME (La révolution fédéraliste), Je Sers (Paris).

BASIS OF FEDERALISM, Coll., World Student Federalists (Paris).

LE COMBAT DE PEGUY, avec Bernard Voyerne, L'Amitié Charles Peguy (Paris).

EN PREPARATION :

LA CITÉ LIBÉRÉE.

LE SOCIALISME LIBERTAIRE, avec Bernard Voyerne.

À CONTRE-COURANT.

L'HOMME CONTRE LE TEMPS.

DU ROBOT A L'HOMME DEBOUT.

ALEXANDRE MARC

CIVILISATION EN SURSIS

LA COLOMBE

EDITIONS DU VIEUX COLOMBIER

5, rue Rousselet, 5

PARIS

Copyright 1955, by La Colombe, Editions du Vieux Colombier
Tous droits de traduction, reproduction, adaptation
réservés pour tous pays.

NOTE INTRODUCTIVE

AU SEUIL DU DEMI-SIÈCLE

Il y a cent ans, Proudhon prophétisait :

« Le xx^e siècle sera celui du fédéralisme, ou bien l'humanité recommencera un purgatoire de mille ans. »

Nous avons déjà entamé la deuxième moitié du siècle ; il est facile de constater que le fédéralisme n'a pas encore triomphé et que nous avons commencé notre purgatoire.

Jamais, pourtant, l'homme n'a été plus puissant ; il s'érige en maître du temps et de l'espace, il dompte l'énergie ; il commande aux éléments. Mais il se montre incapable de se dompter lui-même ; il se laisse commander par des institutions qu'il a créées et qui survivent à leur raison d'être. Maître du monde, l'homme est menacé de devenir l'esclave de ses propres créatures.

C'est pourquoi, à l'heure même où elle accède à son unité planétaire, l'humanité est exposée au danger de *désintégration* atomique. Danger apocalyptique auquel on se contente d'opposer des « solutions » empruntées au passé, qui ne tardent pas à se révéler fallacieuses. Loin de faire preuve d'audace, d'intelligence et d'imagination créatrice, les hommes qui nous gouvernent — ou qui font semblant de le faire — restent prisonniers d'une routine dont, au fond d'eux-mêmes, ils n'hésitent pas à reconnaître l'insuffisance.

En raison de cette inertie, l'humanité est écartelée par une opposition aussi brutale que factice. Capitalisme ou communisme ? Comme si le capitalisme n'engendrait pas des concentrations abusives qui, par leur excès même, conduisent à la prolétarianisation généralisée et au collectivisme grégaire ; comme si le communisme eurasien n'était pas un monstrueux capitalisme d'Etat, ou, pour reprendre une expression de Peguy, un « capitalisme d'hommes ». La lutte à mort que l'Etat-Moloch mène contre l'Argent-Roi ne sau-

rait aboutir, en tout état de cause, qu'à la défaite de l'homme.

C'est cet homme menacé — l'homme concret, *hic et nunc*, l'être de chair et de sang — qu'il convient de consulter si l'on veut, au delà de notre civilisation qui se décompose et qui ne fait que se survivre, édifier une Cité digne de ce nom. Car c'est de cela qu'il s'agit ; non pas d'une impasse diplomatique, comme on veut nous le faire croire ; non pas d'une crise contingente due aux circonstances défavorables, à la mauvaise volonté de quelques dirigeants, à la politique de certains pays, mais d'une *crise de civilisation*.

En un sens, nous le verrons, le mot de crise n'est que trop employé ; à force d'être répété, à tort et à travers, il est en passe de devenir quelque chose comme l'opium d'une civilisation frappée à mort : qu'on permette d'affirmer ici, à titre préalable, que la légitimité de l'emploi de ce terme de crise est subordonnée à la reconnaissance de son caractère *total*. Une fois ce caractère clairement reconnu, qui voudra perdre son temps à chercher des palliatifs, des remèdes au rabais, des solutions à la petite semaine ? Une crise de civilisation ? — mais c'est la certitude que l'ère des habiletés, des combinaisons et des compromis est close. Il importe dès lors de ne pas s'attarder à des tentatives de camouflage, aussi pitoyables que décevantes ; il convient, au contraire, de saisir le problème dans toute son ampleur, tel qu'il se pose, tel que nous devons le résoudre, sous peine d'être dévoré par le Sphinx moderne.

Puisque tout est mis en cause, la tâche qui incombe à notre génération s'avère écrasante. Nous avons besoin d'une nouvelle philosophie, opposant à la dialectique d'*enchaînement* qui a fini par paralyser la civilisation, une dialectique de *libération*. Nous avons besoin d'une nouvelle sociologie, capable de réconcilier, non dans un système mais dans une synthèse ouverte et vivante, l'individu et la collectivité. Un nouveau droit est devenu nécessaire, qui permette de reconnaître le pluralisme des sources de droit, ainsi que leur autonomie, arrachant ainsi à l'Etat un monopole devenu de plus en plus oppressif. Il importe de jeter les fondements d'une économie nouvelle, apte à satisfaire les besoins du consommateur sans léser pour autant les intérêts, légitimes et bénéfiques, des producteurs. « Libre entreprise » ? — soit : mais alors entreprise dont *tous* les participants soient libres. Économie planifiée ? — sans doute : mais alors planifiée par la coordination des efforts ascensionnels des intéressés eux-mêmes, et non par quelque centre tout puissant, incontrôlable et despotique.

Nous avons besoin d'une politique nouvelle. Ah ! ce mot de politique a été compromis, profané, dévalué : mais, tout

compte fait, la politique n'est-elle pas l'art d'assurer l'« administration » et le « gouvernement » harmonieux de la Cité ? Or, aujourd'hui, il ne saurait plus y avoir de Cité digne de ce nom sans une rupture radicale avec les errements passés ou présents. Qu'ils s'intitulent capitalisme libéral ou capitalisme monopolisateur, désordre ou dictature, démocratie formelle ou démocratie « populaire », parlementarisme impuisant ou fascisme oppressif, parti unique ou émiettement partisan, nationalisme agressif ou cosmopolitisme sans ossature, il est grand temps de reconnaître que tous ces errements conduisent dans la même impasse : celle de la *déshumanisation* de la société. Leur point d'aboutissement est le même parce que, malgré les divergences qu'ils manifestent, les oppositions qu'ils suscitent, les haines inexpiables qu'ils provoquent, ils procèdent secrètement d'une même erreur et, sous des noms divers, sacrifient aux mêmes idoles.

En somme, il n'est pas interdit de professer que, depuis quelque temps, on nous fait assister et, malheureusement, participer à des combats entre frères-ennemis. N'est-il pas significatif que ce soient les prêtres de l'Argent-Roi qui mettent le plus de zèle à vitupérer le matérialisme des disciples décadents de Karl Marx ? N'est-il pas frappant de constater que le communisme eurasien, négligeant la tentative léniniste, à peine esquissée, de décentralisation fonctionnelle et territoriale, s'est empressé de vider de toute réalité le concept de démocratie directe et singe désormais, un peu à la mode fasciste, les tics et les grimaces de la démocratie dite représentative ? Ce ne sont pas des rencontres fugitives et contingentes, mais de secrètes affinités.

Il serait facile de multiplier exemples et rapprochements : tous confirment la faillite des recettes dont on vante l'excellence et entre lesquelles on prétend nous obliger à choisir ; tous révèlent l'impérieuse nécessité de refuser les alternatives fallacieuses et les dilemmes trompeurs ; tous laissent pressentir l'heure de la décision qui est celle du *dépassement*.

Je n'ignore pas que ce dernier terme, lui aussi, est devenu affaire de mode ; mais, à son propos, qu'il soit permis de répondre par le truchement de Péguy : « On sait que je n'abuse point du verbe *dépasser*, mais vraiment il n'y a peut-être aucun exemple qu'il y ait jamais eu rien au monde, aucune idée, aucun fait, aucun espoir qui ait été jamais aussi complètement, aussi parfaitement dépassé que ne l'est aujourd'hui la démocratie ». Il s'agit, de toute évidence, de la démocratie *de masse* qui, telle une maladie contagieuse, s'est répandue sur toute la surface du globe terrestre.

A cette démocratie qui nie l'homme ; aux masses sans phare ni boussole, ballotées continuellement entre Charybde

et Scylla ; à notre civilisation déjà condamnée, mais jouissant encore d'un précaire sursis, la chance salvatrice du dépassement est proposée par le fédéralisme. Ce terme, comme tant d'autres, est ambigu ; le sens dans lequel il est employé ici se précisera progressivement dans le corps même de l'ouvrage : peut-être s'apercevra-t-on alors que, dans notre monde de la série, de la masse, de la propagande, de l'unification, de la *mise au pas*, du *bureau-sadisme*, le fédéralisme intégral représente le seul recours contre les forces de destruction déchaînées par cet apprenti-sorcier qu'est l'homme. Il s'agit, non pas d'un replâtrage, mais d'un *changement de plan*. Il s'agit — pourquoi ne pas le dire tout de go ? — non pas de quelques réformes apaisantes, mais d'une Révolution.

Telle est la mission historique qui s'offre à notre génération. Entre la richesse diversifiée de l'être et la terrible fascination du néant, saura-t-elle choisir ? De la réponse que nous donnerons à cette question dépend l'avenir de l'humanité. Celle-ci saura-t-elle trouver en elle-même les ressources et les réserves d'énergie suffisantes, pour découvrir, au delà des révolutions manquées de la première moitié du xx^e siècle — nazisme, fascisme, stalinisme — la voie royale de la Révolution libératrice ?

C'est une tâche écrasante : entreprendre, contre la statolâtrie, contre la ploutocratie, contre les nationalismes aberrants, la mobilisation des Communes affranchies, des Ateliers libérés, des régions arrachées au carcan des contraintes arbitraires, des communautés de travail ou de consommation, des nations rendues chacune à la conscience de son indépendance légitime, et toutes, à la reconnaissance de leur nécessaire solidarité institutionnelle. Une tâche quasi surhumaine, et pourtant la seule digne de l'homme libre et responsable. Une tâche presque désespérée — le fédéralisme ne rame-t-il pas à contre-courant ? — et pourtant la seule qui soit source d'espoir et de vie.

La deuxième moitié du xx^e siècle confirmera, en l'aggravant peut-être, la prophétie de Proudhon. Elle verra le triomphe de la Révolution de l'Homme — ou bien, l'humanité connaîtra, après le purgatoire déjà éprouvé, l'enfer des échéances inéluctables.

ALEXANDRE MARC

Europe
Terre décisive

Reprint

ALEXANDRE MARC

EUROPE

TERRE
DÉCISIVE

LA COLOMBE

**EUROPE
TERRE DÉCISIVE**

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

- JEUNE EUROPE, avec R. Dupuis. Plon (Paris).
Couronné par l'Académie française.
- PRINCIPE ET MÉTHODE DE LA MÉTAPHYSIQUE.
Archives de Philosophie (Vals).
- LE COMMUNISME ET LES CHRÉTIENS, Collect., Plon (Paris).
- MISERIA Y GRANDEZA DE LO ESPIRITUAL, avec Arnaud Dandieu.
Ensayos (Montevideo).
- PÉGUY ET LA VRAIE FRANCE, Collect., Ed. du Chêne, Montréal.
- PÉGUY PRÉSENT. Clairière (Marseille).
- TRADITIONS SOCIALISTES FRANÇAISES, Collect., Baconnière (Neuchâtel).
- PROUDHON, « Cri de la France », L.U.F. (Paris-Fribourg).
- AVÈNEMENT DE LA FRANCE OUVRIÈRE, Portes de France (Paris-Porrentruy).
- LA BATAILLE DE LA PAIX, Collect., Monde Nouveau (Paris).
- PRINCIPES DU FÉDÉRALISME, avec Robert Aron. Le Portulan, Flammarion (Paris).
- A HAUTEUR D'HOMME (La révolution fédéraliste), Je sers (Paris).
- BASIS OF FEDERALISM, Coll., World Student Federalists (Paris).
- LE COMBAT DE PÉGUY, avec Bernard Vuyenne. L'Amitié Charles Péguy (Paris).
- EUROPA AETERNA, t. III, avec B. Vuyenne, Collect., Edit. M.S. Metz (Zurich).
- COMBAT POUR LE PEUPLE EUROPÉEN, Collect., Edit. U.E.F. (Paris).
- CIVILISATION EN SURSIS, éd. de la Colombe (Paris).

EN PRÉPARATION :

- LA CITÉ LIBÉRÉE.
- LE SOCIALISME LIBERTAIRE, avec Bernard Vuyenne.
- À CONTRE-COURANT.
- L'HOMME CONTRE LE TEMPS.
- DU ROBOT A L'HOMME DEBOUT.

ALEXANDRE MARC

EUROPE

TERRE DÉCISIVE

« Ce qui est beau, c'est la lutte contre la mort, ce qui est grandiose, c'est la victoire de l'homme... Il ne s'agit pas de défendre une cité ou une idée. Il ne s'agit pas de défense. Mais de choix, d'affirmation, de création, de Révolution. Nous sommes sur la terre décisive. L'heure est venue. Allons-y. »

ARNAUD DANDIEU (1933),
dans *La Révolution nécessaire*,
par R. Aron et A. Dandieu.

LA COLOMBE

EDITIONS DU VIEUX COLOMBIER

5, rue Rousselet, 5

PARIS

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
CINQUANTE EXEMPLAIRES SUR
ALFA MOUSSE DES PAPETERIES
NAVARRÉ NUMÉROTÉS DE
1 A 50.

© 1959 by La Colombe, Editions du Vieux Colombier.
*Tous droits de traduction, reproduction,
adaptation réservés pour tous pays.*

PREMIÈRE PARTIE

**LA RÉVOLUTION FÉDÉRALISTE
CONTRE
L'EUROPE DES ÉQUIVOQUES**

PREMIÈRE SECTION

A LA LUMIÈRE DE LA CRISE FRANÇAISE

1. — ÉTAT NATIONAL ET ÉTAT-NATION

Bien des observateurs ont été surpris par les événements dont la France, après le 13 mai, a été le théâtre. Ceux qui, depuis des lustres, proclament que seul le fédéralisme, à la fois doctrine et méthode d'action, peut arrêter le déclin de notre civilisation, n'éprouvent ni surprise ni étonnement.

La III^e et la IV^e République se sont apparemment effondrées sous des coups venant « de l'extérieur ». En fait, dans les deux cas, le régime succomba à sa propre faiblesse. Aussi longtemps que l'on se refuse à l'admettre, on passe à côté du réel.

Faiblesse paralysante qui n'était pas seulement due, comme affectent de l'imaginer certains faiseurs de constitutions, à des complications passagères, à des difficultés politiques de surface : ces difficultés, ces complications même n'étaient que l'effet d'un mal plus profond.

En vérité, l'Etat-Nation n'est simplement plus capable de résoudre les grands problèmes qui se posent devant l'humanité. Ne pouvant maîtriser la substance du pouvoir, il se raccroche à ses apparences. Les prétentions

stationales ont même tendance à s'accroître dans la mesure exacte où déclinent les capacités du régime.

Lorsque l'on évoque l'Etat-Nation, il convient de ne pas le confondre avec l'Etat national : celui-ci n'est que l'écorce — dure, épaisse et rugueuse, sans doute — sous laquelle se dissimule un ensemble confus de valeurs et de réalités, d'actions et de réactions, de forces et de faiblesses. Ensemble qu'aucune définition abstraite ne saurait enserrer, mais dont l'histoire qui l'a engendré révèle la redoutable nature.

C'est pourquoi aucun des termes d'usage, pris isolément, n'exprime, à lui seul, l'essence de ce mal qu'est devenu l'Etat-Nation. Il s'agit vraiment d'un complexe dont les différentes dimensions ou catégories, souvent contradictoires, sont singulièrement enchevêtrées. Système démocratique ? Oui, mais qui, par la centralisation, se détruit lui-même. Système parlementaire ? Oui, mais qui, par le jeu du régime partisan, provoque sa propre paralysie. Système capitaliste ? Oui, mais qui, libéral à l'origine, est devenu monopolisateur, et qui se lie si étroitement à l'étatisme que l'on ne sait plus bien où commence l'un et où finit l'autre. Si l'on proclame donc, comme on aurait à la rigueur le droit de le faire, que c'est le capitalisme, démocratique et parlementaire, qui se disloque sous nos yeux, l'on n'aura exprimé, d'une manière ambiguë du reste, qu'une partie de la réalité. Cette prétendue démocratie atteinte de « bureausadisme », ce parlementarisme qui se livre aux « lobbies », ce capitalisme, devenu malthusien, qui se détourne de la compétition, qui nie la libre initiative et la libre entreprise, ne se laissent appréhender et définir que comme termes d'une *série* dont d'autres termes s'appellent information dirigée, règne de la publicité, gigantisme industriel, concentration financière, dévaluation de la cul-

ture, techniques d'avilissement (Gabriel Marcel), tous facteurs qui contribuent au *déracinement*, à la *massification*, à la *prolétarianisation* de l'homme.

C'est à l'ensemble de ces facteurs, comprimés dans le cadre de l'Etat national, que l'on peut donner le nom de l'Etat-Nation. En lui et par lui, toute notre civilisation, et non plus tel ou tel de ses aspects, est désormais mise en cause. C'est pourquoi ceux qui rejettent toute la responsabilité des difficultés présentes sur l'Etat national se trompent dans la mesure exacte où ils prennent la partie pour le tout. Mais se trompent également ceux qui croient avoir trouvé leur bouc émissaire dans le capitalisme. Ou dans tel autre *isme*. En vérité, tous ces *ismes* ne sont devenus incurables que parce qu'ils se sont intégrés dans un système. C'est l'unité de ce système que désigne le terme d'Etat-Nation. En lui, toutes les causes, dont chacune eût pu évoluer différemment, contribuent en fait à produire un seul effet : celui qui est là, sous nos yeux; celui qui défie toute définition abstraite, mais qui est posé devant nous ou, plus exactement, sur nous; celui qui, dans sa complexité morbide, mêle capitalisme et nationalisme, démocratie et dictature, cynisme et hypocrisie, engendrant une civilisation où l'homme n'est plus qu'un exilé.

2. — DÉCADENCE DE LA NATION FRANÇAISE...

A cette *crise de civilisation*, l'Europe, dont on a tant parlé depuis dix ans, paraissait constituer tout au moins un commencement de réponse. Mais lorsque la France a été assaillie par les événements de mai 1958, la plupart

des Français se sont empressés de se tourner vers ceux, de quelque bord qu'ils fussent, qui parlaient de « restaurer l'Etat ». Comme si l'Etat national, dans ce qu'il peut avoir de légitime, pouvait être rebâti sans que fût détruit l'Etat-Nation. Comme si l'autorité, l'ordre pouvaient être rétablis sans que fût édifié, à l'échelle de l'Europe, voire de l'Eurafrrique, un régime d'inspiration et d'organisation fédéralistes.

La crise française a révélé à ceux qui s'étaient laissé abuser par les déclarations et professions de foi européenistes que le fédéralisme n'est pas encore devenu une force politique. Ce sont toujours les tendances ou groupements nationaux qui s'affrontent, sans tenir compte de la perspective européenne. Les naïfs qui proclamaient que, depuis la ratification des deux nouvelles Communautés, économique et atomique, « l'Europe est faite », ou peu s'en faut, sont à même de mesurer l'étendue de leur erreur. A la lumière des événements qui ont ébranlé la France, l'insuffisance, la fragilité, l'ambiguïté des institutions européennes apparaissent avec une évidence poignante.

Il est temps de comprendre que, faute d'une action en profondeur, on ne construit qu'une Europe en carton-pâte. Tout l'européanisme officiel et gouvernemental est à la merci du premier choc en retour des nationalismes, d'autant plus virulents qu'ils deviennent plus anachroniques, d'autant plus dangereux qu'ils se montrent plus destructeurs des fondements mêmes de l'existence nationale.

Pourtant, toutes les questions qui déchirent et bouleversent la conscience française : guerre d'Algérie, rapports avec les territoires et pays d'outre-mer, carence et déclin des institutions prétendues démocratiques, difficultés économiques et financières, ambiguïtés de l'O.T.A.N.,

appellent, si l'on peut dire d'elles-mêmes, des réponses qui s'intègrent « tout naturellement », à l'échelle de l'Eurafrique, dans une société à structures intégralement fédéralistes. Mais ce n'est pas une telle société que l'euro-péanisme secrète et modèle depuis dix ans : il n'a produit que des simulacres ou, au mieux, de timides ébauches qui sont sur le point de s'effondrer aussitôt que se font entendre les premiers grondements de l'orage. Et c'est pourquoi, lors de la crise de mai, votre Europe a été muette!

Que l'on ne dise pas qu'il s'agissait d'une crise exclusivement intérieure et que la dégénérescence du système statonational, prétendu démocratique, est un phénomène particulier à la France. Une fois de plus, fidèle à sa vocation, notre pays remplit le rôle de signe prémonitoire. Le mal secret qui ronge les autres, il le manifeste à l'excès et s'y livre avec frénésie. En somme, il s'agit d'une anticipation historique : quoi qu'en pensent les observateurs étrangers, quoi qu'en disent certains Français, ce n'est pas la France mais le *désordre établi* qui exaspère jusqu'à l'absurde ses contradictions internes. Le véritable sens des événements de mai, c'est sans doute d'avoir permis à notre pays de mimer, avec quelques années d'avance, le désarroi d'une Europe incapable de surmonter ces contradictions, incapable de s'arracher au poids de son passé mort, *incapable de changer de plan*.

La France est le plus ancien des Etats nationaux. Elle a poussé plus avant que d'autres dans la voie de la République une et indivisible, de la centralisation jacobine, de la démocratie régaliennne. Partant, n'est-il pas dans l'ordre des choses qu'elle révèle, avant d'autres, les faiblesses et les tares d'un système qui a pu rendre des services, mais qui ne répond plus aux besoins de

notre temps ? Les pharisiens étrangers qui se voilent la face et stigmatisent les défaillances de la démocratie française feraient bien de ne pas s'y tromper : avec quelque retard seulement, et chacun à sa manière, leurs pays respectifs descendent la même pente.

Tous les petits Etats de notre petite Europe occidentale sont confrontés avec des problèmes qui ont poussé par-dessus leurs têtes. Aucun de ces Etats n'arrive plus à se hisser à leur niveau. Chacun déploie, en revanche, des efforts désespérés pour camoufler cette disproportion de taille : pays du scandale et du cynisme, la France y réussit moins bien que d'autres. Y a-t-il lieu de s'en étonner ?

3. — ... OU DÉCADENCE DE L'EUROPE ?

Pourtant, les Etats nationaux de l'Europe occidentale n'ont-ils pas réussi à rétablir leur prospérité économique, gravement compromise par la Deuxième Guerre Mondiale ? Les indices, dont notre époque est si friande, ne cessent d'illustrer les progrès de la production — oui, même les indices français ! Quant au fameux miracle économique d'outre-Rhin, ne dépasse-t-il pas tous les espoirs ? Comment, dès lors, sans sacrifier délibérément au masochisme et au goût de la catastrophe, parler d'épreuve, de déclin et de crise ? Tout ne va-t-il pas, au contraire, pour le mieux dans le meilleur des mondes économiques ?

Même en acceptant de s'en tenir momentanément à ce seul aspect, isolé arbitrairement de tous les autres, il convient de ne pas perdre de vue que nous vivons ici-

bas dans le monde de la relativité : par rapport à la production de l'année 1929 ou, *a fortiori*, de l'année 1947, l'Europe occidentale a marqué quelques progrès. Par rapport au reste du monde civilisé, — et, soit dit en passant, par rapport à ses propres possibilités! — le recul est manifeste.

En vérité, tout l'optimisme officiel des indices, des courbes et des statistiques tend à faire perdre de vue un renversement de la perspective qui, pourtant, mériterait de n'être pas complètement méconnu : en moins d'un demi-siècle, l'économie de l'Europe occidentale a perdu sa place d'économie dominante.

Miracle allemand, progrès de la production française, prospérité beneluxienne, expansion italienne, tout cela, ce sont des faits, rien que des faits. Mais pour pouvoir en apprécier l'échelle, le sens et la valeur, il faut les situer dans le cadre qui leur est désormais imposé : celui d'une économie *dominée*.

Nos Etats peuvent vouloir continuer de ruser avec ce fait-là, ils ne feront à la longue, malgré des succès épisodiques, qu'aggraver notre dépendance et préparer ainsi la culbute finale.

Le même changement de perspective apparaît du reste lorsque l'on considère la politique extérieure de nos Etats.

Il y a quelques lustres, les affaires du monde se réglèrent à Londres, à Paris, à Berlin. Si les Chinois avaient le mauvais goût de se soulever contre la domination du Blanc, les capitales européennes se concertaient et décidaient de les mettre à la raison, en chargeant quelques centaines ou quelques milliers d'hommes de rétablir l'ordre inopportunément troublé. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les Etats nationaux de l'Europe occidentale ne disposent plus, aujourd'hui, des

mêmes possibilités. Et pour le constater, il ne faut point lever les yeux sur l'énorme masse de la Chine nouvelle : il suffit de penser plus modestement à l'Égypte et au Proche-Orient.

Paris, Bonn, Rome ou Londres ont beau se dresser sur leurs ergots, tout ce qu'ils peuvent faire, c'est compliquer un peu plus les affaires des « grands » ; mais quant à les traiter eux-mêmes, lorsqu'il s'agit d'affaires sérieuses, il ne saurait plus en être question.

Tout cela est connu, archiconnu, et l'on a quelque scrupule à répéter ces vérités premières. Ce qu'on connaît ou reconnaît peut-être moins, c'est la nature de la maladie dont sont atteintes les structures de l'État national. Ceux-là mêmes qui constatent qu'il n'est plus à l'échelle des événements ignorent le plus souvent qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de taille. D'où l'inévitable tentation d'élargir le cadre de la politique et de l'économie, mais d'en conserver la substance. En procédant ainsi, l'on se contente de projeter au plan de l'Europe les structures et les institutions de la cité stato-nationale : or, qu'on l'avoue ou non, ce sont précisément ces institutions qui ont fait faillite, non seulement parce qu'elles étaient écrasées entre des frontières devenues absurdes, mais parce que cette folie des frontières, elles la portaient en elles-mêmes.

S'il ne s'agissait, aujourd'hui, que de la carence manifeste de l'État national, il suffirait en effet de *changer d'échelle*. Beaucoup plus grave, infiniment plus inquiétante, la faillite de l'État-Nation — c'est-à-dire de notre civilisation même — commande à la société européenne de *changer de nature*. Modifier à la fois le contenu et la forme, la substance et les dimensions de la Cité, n'est-ce pas accomplir une *révolution* ? Terme qui s'impose, non pas en vertu d'un parti pris d'extrémisme verbal,

mais en raison d'une étude attentive de notre situation historique.

C'est parce que l'Europe, voire l'Eurafrique, représente pour l'heure l'« unité minimale » où une telle révolution puisse être menée à bien que le fédéralisme européen constitue la seule réponse à la question que pose le sphinx de l'histoire.

4. — L'EUROPE-ALIBI

Il faut toujours en revenir au cœur de l'énigme que le sphinx nous laisse encore la chance de résoudre, en se réservant de nous dévorer si nous échouons : malgré les apparences d'ordre, de stabilité, de bien-être, malgré d'incontestables progrès, notre civilisation se décompose¹. Elle ressemble de plus en plus à ces édifices, minés par les termites, qui gardent leur aspect familier et rassurant jusqu'au moment où, brusquement, ils tombent en poussière. Comme toutes les générations de l'histoire qui ont vécu une *fin de civilisation*, nos contemporains ont beaucoup de mal à comprendre que nous vivons dans un monde dont l'agonie a déjà commencé. Il est plus aisé de fermer les yeux et de se boucher les oreilles que de faire face à l'adversité. Prendre conscience de ce qui nous menace, rechercher une ultime chance de salut, est infiniment plus difficile que de tourner le dos à une vérité qui ne cesse de paraître scandaleuse.

1. Cf. notre *Civilisation en sursis*, aux Editions de la Colombe, Paris, 1955.

ALEXANDRE MARC

L'Europe dans le monde

Reprint

ALEXANDRE MARC

DIRECTEUR DU CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION
EUROPÉENNE

L'EUROPE

DANS LE MONDE



QUELQUES OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

- JEUNE EUROPE, avec R. Dupuis. Plon (Paris). Couronné par l'Académie française.
- LE COMMUNISME ET LES CHRÉTIENS, Coll., Plon (Paris).
- MISERIA Y GRANDEZA DE LO ESPIRITUAL, avec Arnaud Dandieu, Ensayos (Montevideo).
- PÉGUY ET LA VRAIE FRANCE, Coll., Éd. du Chêne (Montréal).
- PÉGUY PRÉSENT, Clairière (Marseille).
- TRADITIONS SOCIALISTES FRANÇAISES, Coll., Baconnière (Neuchâtel).
- PROUDHON, « Cri de la France », L. U. F. (Paris-Fribourg).
- AVÈNEMENT DE LA FRANCE OUVRIÈRE, Portes de France (Paris-Portentruy).
- LA BATAILLE DE LA PAIX, Coll., Monde Nouveau (Paris).
- PRINCIPES DU FÉDÉRALISME, avec Robert Aron, Le Portulan, Flammarion (Paris).
- A HAUTEUR D'HOMME (La révolution fédéraliste), Je sers (Paris).
- BASIS OF FEDERALISM, Coll., World Student Federalists (Paris).
- LE COMBAT DE PÉGUY, avec Bernard Voyenne, L'Amitié Charles Péguy (Paris).
- EUROPA AETERNA, t. III, avec Bernard Voyenne, Coll., Éd. M. S. Metz (Zürich).
- COMBAT POUR LE PEUPLE EUROPÉEN, Coll., Éd. U. E. F. (Paris).
- CIVILISATION EN SURSIS, Éd. de La Colombe (Paris).
- EUROPE, TERRE DÉCISIVE, Ed. de La Colombe (Paris).
- DIALECTIQUE DU DÉCHAINEMENT (Fondements philosophiques du fédéralisme), Éd. de la Colombe (Paris).
- CHARTRE FÉDÉRALISTE, Coll., Réalités du Présent, Éd. Presses d'Europe (Paris).
- DER WEG ZUR EUROPÄISCHEN FÖDERATION, Coll., Schriftenreihe d. Ackermann-Gemeinde (München).
- DIE BILDUNG EUROPAS, Coll., Heinz Moos Verlag (Heidelberg).

A PARAITRE

- LA CITÉ LIBÉRÉE.
- LE SOCIALISME LIBERTAIRE, avec Bernard Voyenne.
- A CONTRE-COURANT.
- L'HOMME CONTRE LE TEMPS.
- DU ROBOT A L'HOMME DEBOUT.

L'EUROPE
DANS LE MONDE

ALEXANDRE MARC

Directeur du Centre International de Formation Européenne

L'EUROPE DANS LE MONDE



PAYOT, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

—
1965
—

QUELQUES MOTS D'INTRODUCTION

Pour essayer de comprendre les événements qui se déroulent sous nos yeux, sur un rythme toujours plus harcelant, et auxquels, *volens nolens*, chacun d'entre nous participe, il faut échapper à la double tentation de l'immobilisme idéologique et du journalisme fugace. Rien ne passe plus vite que l'actualité journalistique : c'est seulement à la lumière de l'actualité vraie — celle de l'expérience éclairée par l'idée, celle de l'idée modelée par l'expérience — que les événements révèlent leur sens, c'est-à-dire leur signification et leur orientation.

L'idée fédéraliste qui naît de l'expérience et qui y retourne permet d'appréhender, voire de comprendre et de connaître les réalités du présent. Nos contemporains sont curieusement, tragiquement, écartelés entre des idéologies aveugles et des pragmatismes sans horizon : opposition stérile à laquelle il importe de substituer, sous peine de catastrophe, la tension féconde entre les idées et les faits, entre la praxis et la théorie, entre les événements et la doctrine.

Ce terme de doctrine sonne mal aux oreilles d'hommes prétendus pratiques. Parce qu'ils ont trop longtemps sacrifié aux idéologies, ils s'imaginent corriger leur penchant coupable en tournant résolument le dos à l'intelligence : marionnettes qui ne font qu'obéir à la loi de double frénésie. Il est évident que si l'on renonce à postuler l'intelligence des événements, on se résigne à s'y dissoudre. En rigueur de terme, sans doctrine nous ne pouvons que nous abandonner au fil du courant, à la confusion du devenir historique.

La doctrine fédéraliste dont sont imprégnées les pages de ce livre est toutefois le contraire d'un système. En dernière analyse, il s'agit d'une anti-idéologie. C'est parce que sa démarche provoque et constate la faillite des idéologies que le fédéralisme s'érige en doctrine libertaire, libératrice, capable de nous aider à *connaître pour agir*.

Ni savoir abstrus, ni idéologie, ni système, la doctrine fédéraliste est une foi, une attitude, une méthode. Foi dans la dignité de l'homme, dans ses ressources, dans son esprit créateur. Attitude prospective à l'égard du donné et du *pro-jet*, attitude « dynamogène » à l'égard de la société en crise, attitude dialectique à l'égard des réformes et de la révolution. Méthode, enfin, qui tend à ne jamais violer, mais bien à parfaire le réel, en le portant au niveau de ses ultimes virtualités. Il convient de souligner qu'une telle méthode n'accepte de solutions « toutes faites » que dans le domaine restreint où ne règne pas l'un des principes suprêmes du fédéralisme : l'amour de la diversité.

La plupart, l'immense majorité de nos contemporains sont incapables de maîtriser les forces que les apprentis-sorciers du monde moderne ont déchaînées, soit parce qu'ils sont esclaves d'une quelconque idéologie, toutes étant du reste irrévocablement condamnées, soit encore parce qu'ils trahissent la complexité de l'expérience humaine en la réduisant, en la rabaisant au niveau élémentaire, celui d'un empirisme de l'abandon et de la dispersion. Contre cette double trahison, il est grand temps de réagir, à moins que l'on n'ait déjà consenti, dans son for intérieur, à la démission individuelle et collective, au suicide de l'homme et de l'humanité.

Loin de s'appesantir sur l'homme comme un ensemble écrasant de dogmes temporels, la doctrine fédéraliste est le seul fil conducteur qui s'offre à l'humanité menacée, sans phare ni boussole, le seul qui lui permette de sortir de l'impasse où elle piétine. Nos contemporains le comprendront-ils avant qu'il ne soit trop tard ? Il ne m'appartient pas de répondre à cette question ; il est de mon devoir seulement de leur offrir une chance supplémentaire d'y répondre — peut-être — à temps. C'est tout au moins l'espoir qui me soutient, de même que mes compagnons de combat.

Parmi ceux-ci, il me plaît de compter ma fille aînée, Mireille,

que je tiens à remercier d'avoir bien voulu m'aider à rassembler les pages qui suivent. Grâce à son travail, j'ose croire que la cohérence profonde de cet ouvrage, aux aspects multiples, voire disparates, ne manquera pas de s'imposer à l'attention. Il ne s'agit, certes, que d'*essais*, mais qui, tant par la méthode employée que, surtout, par l'inspiration fédéraliste qui les oriente, manifestent une vivante unité qui ne doit pourtant rien à l'esprit de système.

Unité qui résulte de l'ambition dont les chapitres les plus divers sont également animés et soutenus : l'ambition de confronter sans répit l'actualité qui passe à l'actualité qui demeure et qui s'exhausse, celle de l'homme debout, libre et responsable, présent aux transmutations de son destin.

DÉFINITION DU FÉDÉRALISME

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPES DIRECTEURS DU FÉDÉRALISME

La crise que subit notre civilisation rappelle les crises que les grandes civilisations du passé ont connues. A plusieurs reprises ⁽¹⁾, j'ai essayé de montrer ce qu'il pouvait y avoir, sinon d'identique, tout au moins de comparable entre ces phénomènes historiques. Une civilisation saine entre en crise lorsqu'elle se voit confrontée avec un problème qu'elle ne parvient pas à résoudre. Dès lors, les forces centrifuges commencent de l'emporter sur les forces centripètes ; les élites perdent leur caractère représentatif et légitime ; un *schisme social* (Toynbee) déchire la cité. Si la civilisation ainsi atteinte se révèle définitivement incapable de relever le défi de l'histoire, elle perd confiance en elle-même et s'abandonne à la pente fatale de la massification. Apparaissent alors, symptômes de l'agonie, les deux phénomènes conjugués de prolétarianisation et d'étatisme, ces termes étant pris dans un sens englobant et non exclusivement « moderne ». La décomposition, la démission, la mort sont au bout.

1. — RÉVOLUTION TECHNICIENNE

Ce schéma historique et sociologique se vérifie dans toutes les crises de civilisation ; celle de la cité occidentale manifeste

(1) Notamment dans mes livres : *Civilisation en sursis* (1955) et *Europe, terre décisive* (1958), aux Éditions de la Colombe.

toutefois, à côté de traits que l'on pourrait qualifier de classiques, un caractère original. Il s'agit d'un véritable hiatus historique dont on peut situer l'origine au xvi^e siècle, provoqué par le rythme — lent au début, ensuite accéléré, explosif aujourd'hui — de la révolution technologique.

La technique, au sens large, est coextensive à l'homme. Il n'est pas de société humaine, aussi « primitive » soit-elle, qui ne soit technicienne. Mais, depuis trois ou quatre siècles, le phénomène technique a gagné peu à peu en intensité et en extension, au point de modeler un nouveau type de société. C'est la nature même du lien social qui s'est modifiée, car — à partir d'un certain seuil — la quantité se change en qualité. Et ce seuil a été largement dépassé lorsque l'on constate que la même glace-miroir (exemple dont j'ai usé et abusé, depuis des années) exigeait, pour sa fabrication, cent fois plus d'heures-travail sous le roi-soleil qu'à la fin du xix^e siècle, et mille fois plus que de nos jours. Exemple privilégié sans doute, mais non point exceptionnel. N'oublions pas de même que le français moyen, en un siècle et demi seulement, a vu croître ses possibilités de près de 400 % dans le domaine primaire (celui notamment des biens alimentaires), de 800 % dans le domaine tertiaire (celui des services), et de 12.000 % dans le domaine secondaire (celui de la production industrielle).

Ce processus, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, ne cesse de s'accélérer de sorte que, si l'on considère les progrès accomplis depuis cent-trente ans (production d'acier, d'énergie, etc.) ou depuis soixante ans (production de pétrole, d'automobiles, de textiles artificiels, etc.), ils s'inscrivent dans des courbes exponentielles (1).

La crise de la civilisation occidentale, c'est-à-dire — il convient d'être précis — sa *mise en jugement*, assume donc, paradoxalement, un aspect double :

— D'une part, elle donne à l'homme des moyens d'action extraordinaires, lui procure, tout au moins dans les pays « avancés », des possibilités inégalées de mieux-être, ouvre devant lui, d'une manière dramatique mais prometteuse, une nouvelle voie royale, celle de la *planétarisation* (Teilhard de Chardin).

(1) Cf. notamment Louis Armand et Michel Drancourt, *Plaidoyer pour l'avenir*, Calman-Lévy, Paris 1961.

— D'autre part, en raison même de l'importance du facteur technologique, cette crise, plus encore que les précédentes, déchaîne les forces centrifuges, creuse le schisme social, déracine l'homme, le livre aux puissances anonymes de nivellement, en fait l'esclave de la machine et, plus largement, des techniques. D'où un phénomène de massification — d'une intensité et d'une extension également sans précédent — culminant dans la prolifération d'un double prolétariat : intérieur à l'aire de la civilisation occidentale, et qui, pour être devenu relativement doré, n'en reste pas moins maléfique ; extérieur, étendu à la surface du monde sous-développé, qui ploie encore sous le poids d'une misère indicible.

Jusqu'ici, le défi jeté par la révolution technologique n'a pu être relevé. Malgré ses exploits fantastiques, notre civilisation, après avoir, en mal comme en bien, fécondé toute la planète, s'expose à des bouleversements de plus en plus brutaux, voire mortels.

La cité occidentale, comme tant de grandes civilisations qui l'ont précédée, est vouée à la destruction, lente ou soudaine, si elle se montre incapable de mettre fin au processus de massification, de déprolétarianiser l'homme, de situer la technique à son niveau, c'est-à-dire au service de l'humanité : tel est le véritable sens du combat fédéraliste, telle est l'importance exceptionnelle de l'enjeu.

Depuis plus d'un quart de siècle, les fédéralistes, ayant diagnostiqué le mal et découvert le remède, ne cessent de multiplier avertissements et mises en garde. Aujourd'hui, enfin, ils commencent d'être rejoints par des hommes indépendants dont les réflexions, intentionnellement ou non, consciemment ou pas, viennent confirmer et renforcer la doctrine fédéraliste.

Le fédéralisme est même devenu « à la mode ». Le vocable de fédéralisme tout au moins : on le trouve dans la bouche d'hommes d'État qui se sentent « dépassés par les événements », sous la plume de journalistes sensibles aux engouements de leur temps, voire sur des affiches électorales. Si l'on n'y prend garde, le « fédéralisme » risque de devenir la *tarte à la crème* des bavards impénitents et des politiciens faillis. Il est pourtant digne d'un sort meilleur.

2. — QUELQUES POINTS DE REPÈRE SUR LA GENÈSE DU FÉDÉRALISME

Par son ancienneté, d'abord. Contrairement à ce qu'ont pu écrire certains hommes politiques qui se prennent pour des historiens, les origines du fédéralisme ne se situent pas en 1946, au moment du fameux discours de Winston Churchill, ni même à l'époque du non moins fameux mémorandum d'Aristide Briand. Il y a quelques années, dans un volume collectif, ne figurait-il pas un texte suggestif consacré au fédéralisme dans l'antiquité grecque (1) ?

On pourrait étudier Rome sous un angle, sinon identique, tout au moins comparable, car l'idée fédéraliste est inséparable de celle du droit. Ce que signifie l'apport des peuples dits « barbares » à la conception occidentale de la commune et de la communauté, conception qui est à la base de tout fédéralisme digne de ce nom, a été déjà fortement mis en lumière (2). La féodalité, tant décriée, était pétrie d'éléments fédéralistes, mais aussi ces cités qui, se dressant contre l'oppression, conquièrent péniblement libertés et franchises. Le combat livré, au cours des « temps modernes », pour l'émancipation et la libération de l'homme n'est pas étranger aux préoccupations du fédéralisme et l'on a pu montrer (3) que la Révolution française même, malgré la terrible hérésie jacobine, charriait nombre d'aspirations fédéralistes dans ses eaux torrentueuses.

Le XIX^e siècle est celui où le fédéralisme prend en quelque sorte conscience de lui-même, où il devient doctrine. Trop de noms se présentent à la mémoire pour que l'on puisse utilement les commenter, voire les citer tous. Que l'on veuille se souvenir du plus grand, de celui dont se réclament également le socialisme, l'anarchie et le fédéralisme : j'ai nommé P.-J. Proudhon (4).

Parallèlement à cet effort doctrinal, préparé par les précurseurs du socialisme, le développement séculaire de l'expé-

(1) Il s'agit d'un article du professeur Ténékidès, *apud Le Fédéralisme*, Presses Universitaires de France.

(2) Notamment par le professeur Alfred Gasser, de Bâle.

(3) Je pense en particulier à une étude de Bernard Voyenne.

(4) Parmi bien d'autres, cf. mon *Proudhon*, aux Édit. L. U. F.

rience helvétique et le succès remporté par la première grande entreprise fédérale, celle des États-Unis d'Amérique, ont contribué tous deux à nourrir la réflexion d'hommes comme Proudhon, Tocqueville, Franz (influencé aussi et surtout par certaines traditions germaniques), Herzen — et j'en passe. Il convient de mentionner également la naissance du mouvement syndicaliste qui, notamment dans les pays latins, devait incarner, jusqu'à la première guerre mondiale, certaines aspirations et structures que le fédéralisme porte en lui ⁽¹⁾. Mais, fait curieux, à l'autre bout de l'horizon politique, les recherches dites « corporatives » étaient souvent portées par une inspiration analogue. Et le jeune Maurras n'est-il pas parti, lui aussi, du fédéralisme — pour ne plus jamais le retrouver, hélas !

Cédant à une manie innocente, je citerai encore quelques noms qui me sont chers et qui, s'ils ne constituent pas un palmarès, ont tout au moins le mérite de rappeler que le fédéralisme est autre chose que ne le laissent entendre les mémoires et les discours d'hommes politiques : les noms de Charles Péguy, de Georges Sorel, de Simone Weil, d'Arnaud Dandieu, de Georges Bernanos. Dans une histoire de la pensée fédéraliste, chacun de ces esprits aurait sa place, à côté de quelques écrivains anglo-saxons dont la substance spirituelle est sans doute moins riche, mais qui expriment, avec pertinence, de pressantes préoccupations pratiques.

3. — MALENTENDUS A DISSIPER

Parler de substance spirituelle, c'est déjà laisser entendre que le fédéralisme n'est pas, comme l'on est enclin à le croire aujourd'hui, une simple recette de cuisine politique.

Ouvrons pourtant le Petit Larousse illustré et nous lisons : « Fédéralisme : système politique dans lequel plusieurs États se réunissent en confédération, tout en conservant chacun une autonomie relative. »

Il est difficile d'accumuler plus d'erreurs en quelques mots : confusion entre organisation et système, entre le fédéralisme en général et ce que l'on pourrait appeler sa composante

(1) Cf. ci-dessous, chap. 4. « Mais où sont les syndicalistes ? ».

politique ; entre la fédération et la confédération, entre le politique et l'étatique, entre autonomie et indépendance. Ah ! si toutes ces confusions n'étaient que dans le Petit Larousse ; malheureusement, elles dominent encore l'esprit de nos contemporains.

Le coup d'œil rapide que nous venons de jeter sur les origines suffit à nous révéler que le fédéralisme déborde le problème politique de notre temps, *a fortiori* le problème de l'unité européenne. Pris dans son sens le plus large, le fédéralisme désigne une attitude si dire se peut *globale* : au-delà même de ce que les Allemands appellent une *Weltanschauung*, il s'agit d'une prise de position fondamentale qui renouvelle toutes les positions.

C'est pourquoi le fédéralisme, considéré comme l'expression de « l'homme intégral », dévoile devant celui-ci la composante, disons mystique qui, en réalité, est sienne, et qui seule est propre, au-delà des scepticismes débilissants, à ranimer la foi (au sens courant du terme) de nos contemporains. Mais cette mystique est l'expression de toute une philosophie capable de rétablir la communication entre l'homme et la nature, entre le moi, le toi et le nous, entre l'homme et son destin, entre l'homme et son mystère.

Philosophie, anthropologie, sociologie, droit, science politique : tout se tient, et le fédéralisme se révèle capable de rajeunir et de renouveler ce « tout ». Qu'il s'agisse de replacer l'homme dans l'être et de révéler l'être dans l'homme ; de permettre à l'individu de s'accomplir dans la collectivité sans s'y dissoudre, en même temps qu'à la collectivité de s'exprimer en lui ; de faire accéder les collectivités à l'union sans les condamner à l'unification, sans les obliger à se renier ni à se renoncer ; de découvrir en l'homme même, dans l'acte constitutif de la société, la véritable source du droit, et dans les structures pluralistes d'une nouvelle cité, la meilleure garantie des droits, individuels et collectifs ; qu'il s'agisse enfin de bâtir une économie qui se serve hardiment de toutes les techniques, mais ne tende pas à faire de l'homme un serviteur, voire un serf de la technicité ; une économie qui libère l'homme de la tyrannie de l'argent, sans le soumettre pour autant à la tyrannie non moins redoutable des technocrates, ni à celle, la plus redoutable de toutes, de l'État-Moloch ; qu'il s'agisse

de tous ces problèmes, dis-je, dont la solution commandera notre avenir, c'est le fédéralisme seul, qui permet d'élaborer, non un système, mais un ensemble méthodique de solutions, neuves, constructives et prospectives.

A quoi sert cette longue énumération de têtes de chapitres ? A rappeler tout simplement que, sous peine d'échouer, le fédéralisme doit, se doit, nous doit d'être tout cela — et bien d'autres choses encore ! En effet, ainsi que j'ai eu souvent l'occasion de le montrer ⁽¹⁾ et comme je viens de le rappeler brièvement, notre civilisation subit une épreuve totale qui nous accule à une alternative : ou bien le fédéralisme est condamné à l'échec ; ou bien il est, si l'on peut dire, *condamné* à prouver qu'il est apte à formuler une réponse globale au défi global que nous jette l'histoire.

4. — STRUCTURES DOCTRINALES

Quels sont donc, résumés en quelques lignes, réduites à des formules simplistes qui risquent de tromper, les fondements du fédéralisme ⁽²⁾ ?

A) *Le fédéralisme est un personnalisme*

Qu'est-ce à dire ? Que le fédéralisme ne se contente pas de « partir » de l'homme : d'autres doctrines le font ; qu'il ne se propose pas seulement « d'atteindre » l'homme au terme de ses efforts : cette ambition est également courante — mais qu'il fait de la personne à la fois le point de départ, le chemin à suivre et la fin à réaliser.

Trop souvent, les philosophes du passé ont cru pouvoir expliquer l'homme par des concepts calqués sur le monde des choses. Le fédéralisme, lui, essaie de penser le monde en des notions *informées* (au sens philosophique, bien entendu) par la personne.

Il importe surtout de ne pas confondre cette attitude neuve, révolutionnaire, avec soit le subjectivisme, soit l'individualisme. Celui-ci oublie que l'individu et la société sont tous deux

⁽¹⁾ Notamment dans mes livres : *Civilisation en sursis* et *Europe, terre décisive*, déjà cités.

⁽²⁾ Dont j'ai essayé de dégager les principes philosophiques dans *Dialectique du déchaînement*, aux Edit. de la Colombe.

immanents à la personne : sans quoi il ne resterait qu'à choisir entre un solipsisme absurde et un léviathan grégaire.

Pas plus qu'il n'est individualiste, le fédéralisme n'est sceptique ou « subjectif ». La personne dont il s'inspire n'est pas le sujet absolu, le sujet en soi, l'intellect ou je ne sais quel autre concept abstrait : c'est l'être concret, de chair et de sang, esprit et matière, action et pensée. C'est à cet être, à cet homme réel, que le sujet et l'objet se rattachent également, sans jamais s'engloutir en lui (ce qui conduirait à un idéalisme absolu), mais sans pouvoir non plus s'en détacher (ce qui, à la limite, en ferait des « choses »).

B) *Le fédéralisme est un réalisme*

La personne dont s'inspire le fédéralisme, je viens de le dire, n'est pas un être idéal ou idéal, c'est un être réel, le plus réel de tous les êtres, l'être qui ne cesse d'ordonner le réel en fonction de lui-même, qui ne cesse non plus de s'adapter au réel.

Que le personnalisme fédéraliste s'efforce donc de s'adapter à la réalité pour mieux pouvoir l'ordonner, ne saurait surprendre. Tout naturellement, s'il est permis de s'exprimer ainsi, le fédéralisme, au lieu de violenter le réel à la manière de tant d'autres *ismes*, essaie d'y « coller », d'en épouser les contours mouvants, d'en exprimer avec le plus de fidélité possible la complexe substance.

Mais de quel réel s'agit-il ?

— Non point d'un réel « solidifié », figé, ayant son centre de gravité en lui-même, tel qu'il serait sans doute si l'être des choses pouvait exprimer, épuiser le sens de l'être ;

— ni d'un réel fluent, amorphe (au sens d'informe), insaisissable, évanescent, où l'être finisse par se dissoudre complètement dans un devenir extérieur et étranger à l'homme.

La réalité dont se nourrit le fédéralisme et qu'il prétend aider à s'exprimer est celle de l'homme lui-même, en tant que tension entre l'être et le devenir ; aucun de ces termes polaires ne devant du reste être « maximé » jusqu'à l'absolu, car toute tentative d'*hypostasier* l'un ou l'autre aboutit toujours à mutiler l'homme et le monde.

C) *Le fédéralisme est une dialectique*

Les indications schématiques qui précèdent permettent tout au moins de constater que le fédéralisme se constitue comme une dialectique, non pas comme une dialectique purement notionnelle, conceptuelle, ou idéale, mais comme une *dialectique du réel*, c'est-à-dire de *l'homme subissant, modelant et exprimant la réalité*.

Indissolublement liés, le réalisme et le personnalisme poussent le fédéralisme à dépasser, tout en les intégrant pour une part, les dialectiques du passé. Celles-ci peuvent être réduites à trois types principaux :

— La *dialectique de l'aplatissement* qui tend à nier la diversité, la complexité, à ramener l'homme ou le monde, l'homme et le monde à l'une de leurs dimensions (par exemple, à l'immanence), à l'une de leurs composantes (par exemple, à la matière ou, au contraire, à l'esprit).

— La *dialectique de la négation* qui tend à nier l'unité de l'être, à la décomposer, par exemple, en deux entités séparées (par exemple, le bien et le mal, dans la conception manichéenne), en deux séries parallèles (l'âme et le corps, le sensible et l'intelligible, l'individu et la société), érigeant ainsi, paradoxalement, en absolu la négation même de l'absolu.

— La *dialectique de l'enchaînement* qui croit « enchaîner » l'être en « enchaînant » des concepts, notions ou idées et qui (contrairement au fédéralisme) tend à se constituer en système (que l'on songe à Hegel ou à son fidèle, trop fidèle disciple, Marx), c'est-à-dire en une prétendue totalité, close et se suffisant en quelque sorte à elle-même.

Évidemment, aucun de ces trois types n'existe d'une manière absolue, pur de tout mélange ; en général, les philosophes du passé sacrifient, plus ou moins consciemment, plus ou moins systématiquement, plus ou moins simultanément, et à l'un et à l'autre — et même à tous les trois.

Il faudrait beaucoup plus de place que je n'en dispose pour montrer que la dialectique fédéraliste, elle, s'appuie sur les deux premiers types, accepte même, pour une part, l'apport du troisième, mais qu'elle les transforme, par leur intégration sélective, en moments d'une dialectique totale.

Celle-ci, dans la perspective du réalisme personnaliste, se

présente comme une *dialectique du déchaînement*, c'est-à-dire de la *libération*.

D) *Le fédéralisme est une révolution*

Les trois types dialectiques correspondent *grosso modo* à trois attitudes fondamentales devant le « donné » :

a) les dialectiques d'aplatissement favorisent les tendances à l'adaptation, au conformisme, à la simplification, bref, ce que l'on pourrait appeler le réformisme ;

b) les dialectiques de la négation tendent à provoquer les phénomènes de rupture, d'exclusion, de sécession et, pour tout dire d'un mot, de révolte ;

c) les dialectiques d'enchaînement prétendent dépasser le réformisme (la thèse) et la révolte (l'antithèse), grâce à la « synthèse » qui accomplit ces deux termes polaires en les supprimant (l'*Aufheben* hégélien) ; mais la synthèse, dès lors qu'elle s'érige en totalité fermée, close, « hypostasiée », devient précisément totalitaire.

Reste la dialectique du déchaînement qui au-delà de la réforme (a), aujourd'hui impuissante, de la révolte (b), stérile et destructrice, de la révolution qui se trahit elle-même et fonde ainsi la pire des oppressions (c), ouvre la voie à la véritable révolution, à la révolution fédéraliste.

Celle-ci se caractérise notamment par les traits suivants :

— elle part du réel et non pas d'une idéologie, quelle qu'elle soit, car, soit dit en passant, et je vais bientôt y revenir, le fédéralisme est, par excellence, une *anti-idéologie* ;

— elle rompt, de la manière la plus radicale, avec le *désordre* établi, mais pour retrouver, derrière des traditions sclérosées, des traditions plus profondes et plus vénérables ;

— elle promeut une synthèse historique des aspirations légitimes du passé et des possibilités de l'avenir, mais — le fédéralisme étant un *anti-système* — cette *syn-thèse* qui est une *syn-ergie*, reste toujours ouverte, libératrice, créatrice.

C'est bien d'une révolution qu'il s'agit, n'en déplaise aux « possibilistes » qui affectent de soutenir le contraire. Dans une époque révolutionnaire, comme celle que nous vivons, fondamentalement différente des périodes étales (Péguy), le réformisme, parce que fermé au réel, n'avance vers l'avenir qu'à reculons. Croire que l'on résoudra le problème de la massi-

fication et de la prolétarisation planétaires en multipliant les « réformettes », c'est pratiquer la politique de l'autruche.

E) *Le fédéralisme est une anti-idéologie*

Contrairement aux idéologies — absolutiste, stationnaire, jacobine, libérale, marxiste — le fédéralisme ne prétend pas couler le réel dans le moule d'un quelconque système : c'est de la réalité qu'il procède, au contraire, s'efforçant paradoxalement — que l'on songe à la maxime célèbre : *deviens ce que tu es* — de réaliser le réel. Respectueux de ce qui est, le fédéralisme rejette tous les dogmes temporels dont il sait qu'ils ne peuvent aboutir qu'au mépris de la diversité et donc, d'une manière logique, au viol des consciences, à l'oppression étatique et policière. Au lieu d'un catalogue de solutions passe-partout, il convient d'établir, à la lumière des idées directrices, une méthodologie capable de nous aider à découvrir, au travers d'une multitude d'expériences diverses, une typologie de solutions possibles, couronnée par une architectonique de solutions désirables et réalisables.

L'ère des idéologies dont l'origine remonte sans doute au xvi^e siècle, mais qui ont surtout dominé le xviii^e et le xix^e, est irrémédiablement close. Le passé se survit encore, certes, mais il est condamné à s'effacer, progressivement ou brutalement ; il serait vain de vouloir le ressusciter. La seule question qui se pose, il n'y en a pas d'autre, c'est de savoir qui sera appelé à bénéficier de cet effacement : la ploutocratie ? la technocratie ? la bureaucratie ? — ou bien l'homme concret, arraché aux *terribles simplificateurs*, affranchi des idoles idéologiques, rendu à sa vocation d'être libre et responsable, de conquérant et de créateur ?

En vérité, seul le fédéralisme trace, dans la situation présente, la voie royale de la libération humaine ; mais combien sont ceux, parmi nos contemporains, qui ont reconnu sa mission salvatrice ? Ceux-là mêmes qui sont informés, peu ou prou, des ambitions « englobantes » que nourrit le véritable fédéralisme, sont enclins à le situer dans ce royaume des idées généreuses où dorment de leur dernier sommeil utopies, illusions et chimères.

La faillite des idéologies ouvre l'ère des révisions et des regroupements : mais qui songe, aujourd'hui, à rassembler

les hommes et les groupes sur le seul terrain solide, celui des idées-forces fédéralistes? En France notamment — qui, comme souvent au cours de son histoire, ne fait qu'anticiper, non seulement pour son propre compte, mais aussi pour celui d'autres pays, sur les bouleversements à venir — en France, il n'est question, ces temps derniers, que de tentatives de rassemblement, aussi multiples que contradictoires. Toutes procèdent de préoccupations stratégiques ou tactiques, le plus souvent électorales, toutes également se rattachent, qu'elles l'avouent ou non, aux idéologies de jadis et de naguère. Toutes sont irrémédiablement vouées à l'échec. Mais ceux qui y participent affectent de se croire « réalistes » et de qualifier (en conséquence) les idées fédéralistes de chimériques. Comme si le fédéralisme n'était pas, répétons-le à satiété pour essayer de nous faire entendre, le seul réalisme authentique de la seconde moitié du xx^e siècle, le seul commun dénominateur possible de ceux qui ne veulent pas désespérer de l'homme.

5. — LE FÉDÉRALISME : UNE NOUVELLE CONCEPTION DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ

La projection des principes fédéralistes sur le plan que l'on qualifie habituellement de politique fascine nombre d'esprits au point de les obnubiler. D'aucuns croient devoir, en conséquence, identifier le fédéralisme avec ses réalisations fragmentaires, de type territorial, qu'il s'agisse de l'expérience américaine ou suisse. Quels que soient l'intérêt et l'importance de ces expériences exemplaires, une telle identification n'est pas légitime. Le champ d'application des principes régulateurs propres au fédéralisme est beaucoup plus étendu que ne l'enseignent la plupart des manuels de droit international ou public. De la philosophie à l'économie, ces principes permettent de découvrir les lignes de force d'une nouvelle conception de l'homme et de la société. Conception qui repose essentiellement sur trois principes :

— L'autonomie : en s'inspirant du respect dû à la personne, ce principe préserve les droits inaliénables de toutes les collectivités.

— La coopération : il convient de permettre aux intéressés

de se grouper et de se regrouper spontanément pour résoudre en commun leurs problèmes communs.

— La subsidiarité : terme pédant qui signifie que les instances les plus proches de « la base », c'est-à-dire de l'homme, possèdent des compétences dont elles ne peuvent être privées au profit des instances dites, à tort, supérieures, aussi longtemps qu'elles remplissent efficacement leur tâche.

En vérité, ces trois principes sont à la fois couronnés et *syn-thétisés* par le principe de participation.

Abstractions? Philosophie? Nullement : ce qui met ces principes en jeu, c'est l'expérience éclairée par la raison, et non pas une quelconque idéologie.

Contre les idéologues, contre les démagogues, contre les démocrates patentés que dénonçait déjà Proudhon, il importe d'avoir le courage d'affirmer que seule la libre participation du citoyen, c'est-à-dire des individus et des collectivités, aux initiatives, aux activités, aux responsabilités communes, à tous les niveaux de la vie, économique, politique et sociale, fonde la démocratie. Et le reste est mensonge.

A) *La double mutation*

Cette nouvelle conception de l'homme et de la société que représente le fédéralisme a pour condition première une double mutation : celle de la dimension et celle des structures.

En ce qui concerne la première de ces mutations nécessaires, elle incite à se libérer du cadre, étouffant, de l'État national. Celui-ci, engendré, à partir du xvi^e siècle, par des besoins et par des contingences dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ont fait leur temps, est devenu à la fois trop petit et trop grand.

Trop grand : même lorsqu'il se prétend démocratique, il tend à devenir abusif, *bureausadique*, oppressif, car il perd contact avec les réalités humaines, individuelles ou collectives, qu'il est censé représenter et protéger ⁽¹⁾.

Mais l'État national est également devenu trop petit, car les problèmes décisifs se posent désormais à l'échelle du

(1) A propos des méfaits « internes » de l'État centralisateur, Louis Armand et Michel Drancourt : *Plaidoyer pour l'avenir*, p. 115, et aussi Club Jean-Moulin : *L'État et le Citoyen*, Éditions du Seuil, Paris 1961, pp. 281 à 297.

monde ou tout au moins, pour ce qui est de nos pays européens à l'échelle de l'Europe. J'en reparlerai.

Ainsi, quoi qu'en pensent les prétendus nationalistes, les intérêts les plus impérieux des nations commandent que soit brisé le carcan étatique, afin que les prérogatives, indûment concentrées à un seul étage, puissent être distribuées « vers le haut » et « vers le bas ». Mais le problème de la dimension ne saurait être séparé de celui des structures. Rien ne serait résolu, le mal profond — dont notre civilisation risque de mourir — serait peut-être aggravé, dès lors par exemple que l'on se contenterait, à la manière des « européanistes », de projeter les structures statonationales sur un plan plus large, plus étendu, celui de l'Europe. Il y a là une tentation dont il n'est même pas sûr que tous les fédéralistes l'aient surmontée.

Sans nul doute, il est urgent de changer d'échelle ; mais il est non moins urgent de changer d'institutions ⁽¹⁾. Le second commandement, égal sinon supérieur au premier, c'est une profonde réforme de nos structures.

Les lourdes structures du désordre établi sont « en train de craquer » de toutes parts (p. 39). Sous prétexte de voler à leur secours, les conservateurs de toute farine ont beau s'ériger « en défenseurs de la Loi ou de la civilisation occidentale » (p. 230), voire de la Chrétienté, ils ne font, tout au plus, que prolonger la décadence, « jusqu'au jour où tout éclatera sous la pression des faits. Ce serait alors un bouleversement d'autant plus terrible que le retard pris serait plus grand » (p. 194). Reculer, c'est, souvent, mieux sauter dans l'abîme.

Pour éviter tout nouveau retard, il convient de s'attaquer à toutes les structures. Il faut changer les institutions administratives et étatiques — malgré un léger penchant pour l'étatisme, Louis Armand résiste à cette tentation en *distiguant heureusement Etat et collectivité* (p. 243) — mais il faut

(1) Dans les paragraphes suivants, j'ai cru utile de faire appel au témoignage d'un homme « pratique », qui n'est ni partisan, ni idéologue, ni doctrinaire, mais bien un technicien. J'ai nommé Louis Armand, déjà cité. Que les lignes de force et les conclusions de son livre, *Plaidoyer pour l'Avenir*, rejoignent point par point les idées-forces du fédéralisme, n'est-ce pas là une constatation digne d'être mise en lumière ?

Les citations qui suivent sont toutes extraites de l'ouvrage précité auquel, sauf indications contraires, se réfèrent les chiffres entre parenthèses.

également changer les structures de l'entreprise (p. 143) et du travail (p. 209). Les rouages de l'économie doivent être modifiés (p. 20, parmi beaucoup d'autres), mais aussi ceux de l'enseignement (p. 165 et suiv.) et de l'information (p. 193 et suiv.). Tout se tient et rien ne saurait être transformé sans que le « reste » le soit.

Il s'agit, ne l'oublions pas, de bâtir une société à *hauteur d'homme*, définie par la grande catégorie fédéraliste de participation. « La puissance d'une civilisation, la mesure d'une culture, c'est le produit du volume de connaissances et d'informations par la participation de chaque individu. De même, le niveau de la vie politique (dont nous avons vu qu'elle ne se sépare pas de la notion de culture...) doit être la multiplication du volume des connaissances et des informations d'ordre collectif par la participation de chacun » (p. 198 s.). Une telle exigence ne saurait être remplie que par une société *pluraliste*, c'est-à-dire fédéraliste. Louis Armand, qui la qualifie de polyhiérarchique, observe judicieusement : « Beaucoup d'organisations sociales marquent une évolution favorable dans cette voie qui, cependant, serait beaucoup plus marquée, plus rapide et plus efficace si l'on en faisait la philosophie » (p. 175). C'est précisément cette philosophie de la polyhiérarchie que développe la dialectique du fédéralisme, la seule dont on puisse dire qu'elle permet « de faire jouer (...) les tensions (...), favorables à l'évolution » (p. 232), la seule qui réponde à l'impératif catégorique formulé fort justement par Louis Armand : « Les réformes de structures doivent faire l'objet d'un programme général de renouveau » (p. 242).

Le fédéralisme dit global permet l'organisation progressive de cercles concentriques et de plans superposés, substituant à un type de liaison linéaire, une société multi-dimensionnelle. De la commune à la région, de l'atelier à l'établissement, de la région à l'ethnie, de l'établissement à l'entreprise, de l'entreprise au plan, de l'ethnie à l'Europe, de l'Europe à l'Atlantique, de l'homme à l'humanité, une multitude de liens se forment qui ne demandent qu'à être institutionnalisés.

B) Une transformation radicale de l'économie

Dans le domaine de l'économie notamment, des mutations radicales s'imposent. Ceux qui ont lu l'ouvrage de notre

ami André Thiéry ⁽¹⁾, se retrouveront là, comme pour d'autres points, sur un terrain de connaissance. Dépasser l'opposition entre le libéralisme et le dirigisme : « il est temps de classer les discussions sur le dirigisme et le libéralisme dans la même catégorie que celles qui concernent le sexe des anges » (p. 112). Maintenir le profit, « élément normal du bon fonctionnement de la société » (p. 123), mais en lui enlevant la possibilité « de faire dévier l'économie en dehors de la meilleure voie de développement » (p. 120), la même remarque pouvant du reste s'appliquer à la propriété que Proudhon avait déjà définie, dialectiquement, comme le vol et comme la liberté. « Dans l'ère de l'abondance — dans laquelle nous pénétrons — propriété et profit ne sont réellement dommageables que s'ils jouent aux dépens de la collectivité, que si pour gagner un l'on fait perdre dix ou cent à cette dernière. » (*ibid.*)

Au-delà des oppositions devenues stériles, il s'agit d'édifier une économie à hauteur d'homme, mais à l'échelle de la planète. En effet, aujourd'hui, « tout commande » à l'occident « de s'orienter vers le grand partage planétaire. Il suffit que l'homme sache organiser ses moyens et planifier ses activités... » (p. 225). La planétarisation postule le plan.

C'est donc une économie planifiée qu'il importe de bâtir. Mais — ainsi que j'avais essayé de le montrer jadis ⁽²⁾ — le plan ne doit exclure ni la concurrence, ni l'initiative. Il s'agit d'organiser une économie, non point dirigée d'une manière rigide, mais bien orientée ou, comme le dit Louis Armand, « régulée ». Une telle économie tendrait, non pas à « éliminer l'idée de concurrence », mais à « lui donner un cadre » (p. 119). Quant à ceux « qui souhaitent laisser une part importante à l'initiative du producteur ou du consommateur », ils devraient d'ailleurs être les premiers à réclamer une telle régulation. Ce faisant, ils éviteraient le dirigisme excessif qui ne manque pas de suivre les crises graves ⁽³⁾ » (p. 103). La planification élimine le dirigisme.

A la rigidité qui menace de devenir cadavérique du diri-

⁽¹⁾ André Thiéry, *L'Économie pour l'Homme*, Coll. « Réalités du Présent ». Editions de la Colombe, Paris 1961.

⁽²⁾ Dans une étude sur le planisme et sur la « planomanie », publiée dans la revue *L'Ordre Nouveau*, Paris 1933-37.

⁽³⁾ On trouvera des idées analogues dans les écrits de Maurice Allais.

gisme, il faut opposer des « structures flexibles » (p. 87). La rénovation des structures, la coordination des équipements et la régulation de l'économie constituent ainsi les trois aspects d'une seule et même révolution économique (p. 208), elle-même partie intégrante de la grande *Révolution nécessaire* (1).

L'alternative à laquelle la France, l'Europe et le monde sont acculés n'est pas, par exemple, la prétendue opposition entre l'État planificateur « de type gaulliste » et la planification étatique « de type socialiste », mais bien entre le planisme souple que je qualifierais de libertaire, d'une part, et d'autre part, l'étatisme, quelle qu'en soit l'étiquette, qui finit toujours par engendrer la massification de la société, sa sclérose, son agonie.

Notre civilisation, comme toutes celles qui subissent une crise grave, glisse déjà sur la pente de l'étatisme : c'est cette descente progressive que se propose d'enrayer le fédéralisme parce qu'il sait que, de l'économie statonationale au régime totalitaire, il n'y a qu'une différence de degré, non de nature.

Confier la « direction » de l'économie à la bureaucratie étatique, au *bureausadisme* statonational, ce n'est nullement faire preuve d'esprit « neuf », progressif, moderne — mais tout au contraire, c'est subir la fascination du déclin et de l'agonie.

D'une manière ou d'une autre, les civilisations qui s'abandonnent se laissent prolétarianiser, puis digérer par l'État, « le plus froid des monstres froids » (Nietzsche). L'étatisme n'est pas « progressiste », il est *réactionnaire jusqu'à la mort*.

6. — LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE : UN MOYEN

Pour mettre fin au processus de massification, pour extirper le cancer prolétarien, il importe d'entreprendre, avec intelligence et courage, la fédéralisation de la planète. Affirmation qui n'est toutefois que velléité aussi longtemps qu'elle n'est pas assortie d'une claire conception de la stratégie et de la tactique révolutionnaires. Une doctrine qui ne déboucherait pas sur l'action, c'est-à-dire qui n'aboutirait pas au choix des « voies et moyens », ne saurait être qu'un trompe-l'œil intellectualiste.

(1) Titre du fameux ouvrage fédéraliste, publié il y a plus de trente ans, par Arnaud Dandieu et Robert Aron.